



Registration of a Charge

Company name: **EUROSTAR INTERNATIONAL LIMITED**

Company number: **02462001**



X996JP00

Received for Electronic Filing: **13/07/2020**

Details of Charge

Date of creation: **08/07/2020**

Charge code: **0246 2001 0087**

Persons entitled: **CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK AS SECURITY AGENT**

Brief description:

Contains fixed charge(s).

Contains negative pledge.

Authentication of Form

This form was authorised by: **a person with an interest in the registration of the charge.**

Authentication of Instrument

Certification statement: **I CERTIFY THAT, SAVE FOR MATERIAL REDACTED PURSUANT TO S. 859G OF THE COMPANIES ACT 2006, THE ELECTRONIC COPY INSTRUMENT, AND THE ELECTRONIC COPY OF THE CONFORMED COPY ENGLISH TRANSLATION PREPARED BY FRESHFIELDS BRUCKHAUS DERINGER LLP, BOTH DELIVERED AS PART OF THIS APPLICATION FOR REGISTRATION, ARE CORRECT COPIES OF**

**THE ORIGINAL INSTRUMENT AND THE TRUE AND ACCURATE
ENGLISH TRANSLATION.**

Certified by:

QINGYUAN PETER MA



CERTIFICATE OF THE REGISTRATION OF A CHARGE

Company number: 2462001

Charge code: 0246 2001 0087

The Registrar of Companies for England and Wales hereby certifies that a charge dated 8th July 2020 and created by EUROSTAR INTERNATIONAL LIMITED was delivered pursuant to Chapter A1 Part 25 of the Companies Act 2006 on 13th July 2020 .

Given at Companies House, Cardiff on 14th July 2020

The above information was communicated by electronic means and authenticated
by the Registrar of Companies under section 1115 of the Companies Act 2006



Companies House



**THE OFFICIAL SEAL OF THE
REGISTRAR OF COMPANIES**

CONVENTION DE GAGE DE MEUBLES CORPORELS SANS DÉPOSSESSION

LA PRÉSENTE CONVENTION DE GAGE est conclue le 8 juillet 2020
entre :

- (1) **EUROSTAR INTERNATIONAL LIMITED, SUCCURSALE DE PARIS**, une société de droit anglais dont le siège social est situé Times House, Bravingtons Walk, London, N1 9AW, Angleterre, dont le numéro d'enregistrement est 02462001, agissant par l'intermédiaire de sa succursale de Paris située 67 rue de Dunkerque 75009 Paris, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 525 010 708, dûment représentée aux fins des présentes (le *Constituant*) ;
- (2) **CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK**, une société anonyme de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701, dont le siège social est situé 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France, dûment représentée aux fins des présentes, agissant en qualité d'agent des sûretés au titre de l'article 24.2(a) de l'Accord Intercréanciers (l'*Agent des Sûretés*, cette expression incluant toute personne désignée à tout moment en qualité d'agent des sûretés ou en qualité d'agent des sûretés additionnel pour les besoins de, et conformément à, l'Accord Intercréanciers) ; et
- (3) **LES ENTITES** mentionnées à l'Annexe A (*Liste des Bénéficiaires*) de la présente Convention de Gage, agissant en qualité de Parties Garanties au titre des Documents de Financement, dûment représentées aux fins des présentes par l'Agent des Sûretés (les *Bénéficiaires*).

CONSIDERANTS :

- (A) Référence est faite à une convention-cadre de gage de meubles corporels sans dépossession en date du 30 juin 2020 conclue entre Eurostar International Limited, Succursale de Paris en qualité de constituant, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank en qualité d'agent des sûretés et les entités qui y sont désignées en qualité de bénéficiaires (la *Convention-Cadre*).
- (B) Les termes et conditions de la Convention-Cadre sont réputés être incorporés dans la présente convention.
- (C) Sauf indication contraire, les termes employés avec des initiales majuscules dans la présente convention ont la signification qui leur est attribuée dans la Convention-Cadre, étant rappelé que :

Obligations Garanties désigne l'ensemble des sommes dues, à tout moment, par le Constituant à tout Bénéficiaire ou l'ensemble des obligations incombant, à tout moment, au Constituant au titre des Documents de Financement, qu'elles soient présentes ou futures, certaines ou éventuelles (et qu'elles soient encourues individuellement, conjointement ou solidairement, en principal ou

accessoire ou en toute autre capacité) en ce compris, sans limitation, les Obligations Parallèles (tel que ce terme est défini à la clause 24.5 (*Parallel Debt*) de la Convention Intercréanciers ; pour les besoins des formalités d'enregistrement prévues à l'article 3 (*Formalités*) de la Convention-Cadre et à l'Article 2 ci-dessous, le montant des Obligations Garanties est estimé à un montant agrégé en principal maximum d'environ six cent soixante millions d'euros (660.000.000€) (ou un montant équivalent en tout autre devise) ce à quoi doivent s'ajouter toutes sommes dues au titre d'intérêts, pénalités, coûts, commissions, dépenses incidentes, ainsi que toutes sommes dues au titre de toute indemnité, calculées conformément aux Documents de Financement.

1. GAGE PORTANT SUR DES RAMES

À titre de garantie du complet paiement et à bonne date des Obligations Garanties, le Constituant affecte en gage par les présentes au profit des Bénéficiaires, représentés à cette occasion par l'Agent des Sûretés, qui l'acceptent, conformément aux articles 2333 et suivants du Code civil et aux articles L. 521-1 et suivants du Code de commerce et conformément à la Convention-Cadre et à la présente Convention de Gage, les Rame(s) (*Trainset(s)*) dont le(s) numéro(s) de série figure(nt) en Annexe B (*Matériel Roulant*) (les **Rame(s) Concernée(s)**).

2. INSCRIPTION DE LA CONVENTION

2.1 Aux termes des articles 2337 et 2338 du Code civil et de l'article 1^{er} du décret n°2006-1804 en date du 23 décembre 2006 (le **Décret**), la présente Convention de Gage devra être inscrite par l'Agent des Sûretés (au nom et pour le compte des Bénéficiaires) sur un registre spécial tenu par le greffier du tribunal de commerce de Paris (correspondant au tribunal dans le ressort duquel le Constituant est immatriculé).

2.2 Tout porteur d'un original de la présente Convention de Gage pourra procéder à ces formalités.

2.3 Aux termes de l'article 7 du Décret, l'inscription mentionnée à l'article 2.1 ci-dessus a une durée de validité de cinq (5) ans à compter de la date d'inscription. En conséquence, l'Agent des Sûretés (au nom et pour le compte des Bénéficiaires) procédera, le cas échéant, au renouvellement de l'inscription du Gage avant l'expiration de sa période de validité si les Obligations Garanties n'ont pas été satisfaites à cette date.

3. DÉCLARATIONS ET GARANTIES

3.1 Le Constituant effectue les déclarations et donne les garanties figurant au présent Article 3 à l'Agent des Sûretés à la date de la présente Convention.

3.2 Propriété gagée

(a) Sous réserve des Privilèges Opérationnels (*Operational Liens*), le Constituant dispose seul de la pleine propriété des Rame(s) Concernée(s) qu'il entend donner en gage au titre de la présente Convention de Gage.

- (b) Sous réserve des Privilèges Opérationnels (*Operational Liens*), les Rame(s) Concernée(s) que le Constituant entend donner en gage en vertu de la présente Convention de Gage sont libres de toute Sûreté (*Security*), option d'achat ou droit similaire.

3.3 Absence de disposition

Le Constituant n'a pas cédé, grevé, gagé, ou autrement créé de charge portant sur, ou disposé de toute Rame Concernée devant être gagée en vertu de la présente Convention de Gage et les Rame(s) Concernée(s) devant être gagée(s) au titre de la présente Convention de Gage sont libres de toute Sûreté (*Security*) autre que des Privilèges Opérationnels (*Operational Liens*).

3.4 Situation des Actifs Gagés

À la date de la conclusion de la présente Convention de Gage, les Rame(s) Concernée(s) sont située(s) en France.

4. IMPREVISION

Chaque Partie reconnaît par la présente que les dispositions de l'article 1195 du Code civil ne seront pas applicables à la présente Convention de Gage et qu'elle ne pourra pas se prévaloir de l'article 1195 du Code civil en ce qui concerne ses obligations au titre de la présente convention.

5. DIVERS

5.1 Les Parties aux présentes reconnaissent que (i) le présent gage constitue un « Gage » conformément à la Convention-Cadre, (ii) les Rame(s) Concernée(s) constituent des « Actifs Gagés » conformément à la Convention-Cadre et (iii) les droits et obligations du Constituant, de l'Agent des Sûretés et des Bénéficiaires relatifs au présent Gage et aux Rame(s) Concernée(s) sont régis par la présente Convention de Gage et la Convention-Cadre.

5.2 En cas de contradiction entre les termes de la présente Convention de Gage et la Convention-Cadre, la Convention-Cadre prévaudra.

6. DROIT APPLICABLE ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

6.1 La présente Convention de Gage et toute obligation non-contractuelle en découlant ou s'y rapportant sera interprétée conformément au droit français, par lequel elle est régie.

6.2 Les juridictions situées dans le ressort territorial de la Cour d'Appel de Paris ont compétence exclusive s'agissant des différends nés de, ou relatifs à, la présente Convention de Gage (en ce comprises les éventuelles demandes reconventionnelles), incluant, sans limitation, les différends nés de ou relatifs à : (i) la création, la validité, l'effet, l'interprétation, l'exécution ou la non-exécution de la présente Convention de Gage, ou des rapports juridiques établis par la présente Convention de Gage, et (ii) toute obligation non-contractuelle découlant de ou en relation avec la présente

Convention de Gage. Pour ces besoins, chaque partie se soumet irrévocablement au principe de la compétence des juridictions situées dans le ressort de la Cour d'Appel de Paris, et renonce à toute objection à la compétence des juridictions de ce ressort.

Fait à 8, le juillet 2020

En quatre (4) exemplaires originaux (dont un (1) exemplaire original pour les besoins de l'accomplissement des formalités visées à l'Article 2 de la présente Convention de Gage),

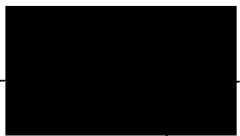
EUROSTAR INTERNATIONAL LIMITED,
SUCCURSALE DE PARIS
Le Constituant

_____  _____

Par :

**CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND
INVESTMENT BANK**

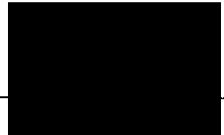
L'Agent des Sûretés

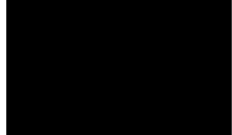
Par : 
François BARBUT


Sylvie Godet-Couéry
Global Head of SFI Agency & Middle Office

LES BENEFICIAIRES

Représentés par l'Agent des Sûretés

Par : 
François BARBUT


Sylvie Godet-Couéry
Global Head of SFI Agency & Middle Office

ANNEXE A
LISTE DES BENEFICIAIRES

Agent Intercréanciers

- **National Westminster Bank Plc**, une société de droit anglais, immatriculée sous le numéro 00929027, dont le siège social est situé 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA ;

Agent

- **National Westminster Bank Plc**, une société de droit anglais, immatriculée sous le numéro 00929027, dont le siège social est situé 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA ;

Arrangeurs

- **Bred Banque Populaire**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 091 795, dont le siège social est situé 18, quai de la Rapée 75012 Paris, France ;
- **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701, dont le siège social est situé 12, Place des Etas-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France ;
- **National Westminster Bank Plc**, une société de droit anglais, immatriculée sous le numéro 00929027, dont le siège social est situé 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA ;
- **Société Générale**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, dont le siège social est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, France ;
- **BNP Paribas S.A.**, une société de droit français dont le siège social est situé 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris, France ;
- **Export Development Canada**, une société de droit canadien dont le siège social est situé 150 Slater St. Ottawa, Ontario K1A 1K3, Canada ;

Prêteurs

- **Bred Banque Populaire**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 091 795, dont le siège social est situé 18, quai de la Rapée 75012 Paris, France ;

- **National Westminster Bank Plc**, une société de droit anglais, immatriculée sous le numéro 00929027, dont le siège social est situé 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA ;
- **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701, dont le siège social est situé 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France ;
- **Société Générale**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 120 222, dont le siège social est situé 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, France ;
- **BNP Paribas S.A.**, une société de droit français dont le siège social est situé 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris, France ;
- **Export Development Canada**, une société de droit canadien dont le siège social est situé 150 Slater St. Ottawa, Ontario K1A 1K3, Canada ;

EIB

- **European Investment Bank**, une organisation internationale de droit luxembourgeois dont le siège est situé 98-100, Boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg, Luxembourg ; et

Agent des Sûretés

- **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**, une société de droit français, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701, dont le siège social est situé 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France.

AUTRES

Toute partie qui, aux termes de tout Documents de Financement, a la qualité de, ou devient, une Partie Garantie, en ce compris, dans chaque cas, tout successeur, cessionnaire, entité substituée ou ayant cause.

ANNEXE B
MATERIEL ROULANT

Une unité multi-électrique à grande vitesse (*electric multiple high speed unit*) classe 374 Velaro e320s, construite en 2016, dont les numéros de série sont les 4023 et 4024.

PLEDGE AGREEMENT

(*CONVENTION DE GAGE DE MEUBLES CORPORELS SANS DEPOSSESSION*)

THIS PLEDGE AGREEMENT is made on _____ between:

- (1) EUROSTAR INTERNATIONAL LIMITED, PARIS BRANCH, a company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at Times House, Bravingtons Walk, London, N1 9AW, England, with company number 02462001, acting through its Paris branch which is located at 67 rue de Dunkerque, 75009 Paris, France, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Paris under number 525 010 708, duly represented for the purposes hereof (the *Pledgor*);
- (2) CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK, a company incorporated under the laws of France with registration number 304 187 701 RCS Nanterre, having its registered office at 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France, duly represented for the purposes hereof, acting in its capacity as security agent under clause 24.2(a) of the Intercreditor Agreement (the Security Agent, which expression shall include any person for the time being appointed as security agent or as an additional security agent for the purposes of, and in accordance with, the Intercreditor Agreement); and
- (3) THE ENTITIES referred to in schedule A (*List of Beneficiaries*) of this Pledge Agreement, acting in their capacity as Secured Parties under the Finance Documents, duly represented for the purposes hereof by the Security Agent (the *Beneficiaries*).

WHEREAS:

- (A) Reference is made to a master pledge agreement dated 30 June 2020 entered into between Eurostar International Limited, Paris Branch as pledgor, Credit Agricole Corporate and Investment Bank as security agent and the entities listed therein as beneficiaries (the *Master Agreement*).
- (B) The terms and conditions of the Master Agreement are deemed to be incorporated herein.
- (C) Capitalised terms used herein and not otherwise defined shall have the meaning ascribed to them in the Master Agreement, being reminded that:

Secured Obligations means any and all sums, liabilities and obligations at any time due, owing or incurred by the Pledgor to any Beneficiary under the Finance Documents, whether present or future, actual or contingent (and whether incurred solely or jointly and whether as principal or surety or in some other capacity) including, without limitation, the Parallel Obligations (as defined in clause 24.5 (*Parallel Debt*) of the Intercreditor Agreement); for the purposes of the registration formalities set out in Clause 2 (*Perfection of the Pledge*) of the Master Agreement and paragraph 2 below, the amount of the Secured Obligations is estimated at a maximum principal aggregate amount of circa six hundred sixty million euros (€660,000,000) (or an equivalent amount in any other currency), plus all sums due as interests, penalties, costs, commissions, incidental expenses and any sums due pursuant to an indemnity, all calculated pursuant to the Finance Documents.

1. Pledge over Trainsets

As security for the due payment and repayment of the Secured Obligations, the Pledgor hereby pledges in favour of the Beneficiaries, represented for such purpose by the Security Agent, who

Conformed copy English translation

accepts it, in accordance with the provisions of articles 2333 *et seq.* of the French Civil Code and articles L.521-1 *et seq.* of the French Commercial Code and in accordance with the Master Agreement and this Pledge Agreement, the Trainset(s) with serial number(s) as listed in schedule B (*Rolling stock*) hereto (the **Relevant Trainset(s)**).

2. Perfection of the Pledge

- 2.1 Pursuant to articles 2337 and 2338 of the French Civil Code and article 1 of decree n°2006-1804 dated 23 December 2006 (the **Decree**), this Pledge Agreement shall be registered by the Security Agent (on behalf of the Beneficiaries) on the special register held by the Registrar of the Commercial Court (*Greffé du Tribunal de Commerce*) of Paris, being the place of registration of the Pledgor with the trade and companies registry (*registre du commerce et des sociétés*).
- 2.2 The parties agree that any bearer of an original of this Pledge Agreement may proceed with such formalities.
- 2.3 Pursuant to article 7 of the Decree, the registration referred to in paragraph 2.1 above shall be valid for a five-year period from the registration date. Accordingly, the Security Agent (on behalf of the Beneficiaries) shall renew the registration before it expires in the event that the Secured Obligations have not been satisfied on such expiration date.

3. Representations and warranties

- 3.1 The Pledgor makes the representations and warranties set out in this Clause 3 to the Security Agent on the date of this Pledge Agreement
- 3.2 Pledged Property
 - (a) Subject to Operational Liens, the Pledgor is the sole legal and beneficial owner of, and absolutely entitled to, the Relevant Trainset(s) which it purports to pledge under this Pledge Agreement.
 - (b) Subject to Operational Liens, the Relevant Trainset(s) which the Pledgor purports to pledge under this Pledge Agreement are free from any Security or option to purchase or similar right.
- 3.3 No disposal

The Pledgor has not assigned, charged, pledged or otherwise encumbered or disposed of any of the Relevant Trainset(s) purported to be pledged under this Pledge Agreement, and the Relevant Trainset(s) purported to be pledged under this Pledge Agreement are free from all Security other than Operational Liens.
- 3.4 Location of Pledged Assets

At the time this Pledge Agreement is entered into, the Relevant Trainset(s) are located in France.

4. No hardship

Each party hereby acknowledges that the provisions of article 1195 of the French Civil Code shall not apply to it with respect to its obligations under this Pledge Agreement and that it shall not be entitled to make any claim under article 1195 of the French Civil Code.

5. Miscellaneous

- 5.1 The parties hereto acknowledge that (i) the pledge hereunder constitutes a *Pledge* pursuant to the Master Agreement, (ii) the Relevant Trainset(s) constitute *Pledged Assets* pursuant to the Master Agreement and (iii) the rights and obligations of the Pledgor, the Security Agent and the Beneficiaries with respect to this Pledge and the Relevant Trainset(s) shall be governed by this Pledge Agreement and the Master Agreement.
- 5.2 In the event of any inconsistency between the terms of this Pledge Agreement and the Master Agreement, the Master Agreement shall prevail.

6. Governing law and jurisdiction

- 6.1 This Pledge Agreement and any non-contractual obligations arising out of or in connection with this Pledge Agreement shall be construed in accordance with the laws of France by which it is governed.
- 6.2 The courts within the territorial jurisdiction of the Paris Court of Appeals shall have exclusive jurisdiction in relation to all disputes arising out of or in connection with this Pledge Agreement (including any counterclaims), including, without limitation, disputes arising out of or in connection with: (i) the creation, validity, effect, interpretation, performance or non-performance of, or the legal relationships established by, this Pledge Agreement, and (ii) any non-contractual obligations arising out of or in connection with this Pledge Agreement. For such purposes each party irrevocably submits to the jurisdiction of the courts within the territorial jurisdiction of the Paris Court of Appeals and waives any objection to the exercise of such jurisdiction.

Conformed copy English translation

Executed in _____, on the date stated on the cover page, in four (4) originals (including one (1) original for the purposes of the perfection formalities referred to under paragraph 2 hereof).

The Pledgor

**EUROSTAR INTERNATIONAL LIMITED,
PARIS BRANCH**

By:
Title:

The Security Agent

CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK

By:
Title:

The Beneficiaries
(duly represented by the Security Agent)

By:
Title:

Schedule A

List of Beneficiaries

Intercreditor Agent

- **National Westminster Bank Plc**, a company incorporated under the laws of England and Wales with registration number 00929027, having its registered office at 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA;

Commercial Facility Agent

- **National Westminster Bank Plc**, a company incorporated under the laws of England and Wales with registration number 00929027, having its registered office at 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA;

Arrangers

- **Bred Banque Populaire**, a company incorporated under the laws of France with registration number 552 091 795 RCS Paris, having its registered office at 18, quai de la Rapée 75012 Paris, France;
- **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**, a company incorporated under the laws of France with registration number 304 187 701 RCS Nanterre, having its registered office at 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France;
- **National Westminster Bank Plc**, a company incorporated under the laws of England and Wales with registration number 00929027, having its registered office at 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA;
- **Société Générale**, a company incorporated under the laws of France with registration number 552 120 222 RCS Paris, having its registered office at 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, France;
- **BNP Paribas S.A.**, a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris, France;
- **Export Development Canada**, a company incorporated under the laws of Canada, having its registered office at 150 Slater St. Ottawa, Ontario K1A 1K3, Canada;

Original Commercial Facility Lenders

- **Bred Banque Populaire**, a company incorporated under the laws of France with registration number 552 091 795 RCS Paris, having its registered office at 18, quai de la Rapée 75012 Paris, France;
- **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**, a company incorporated under the laws of France with registration number 304 187 701 RCS Nanterre, having its registered office at 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France;

Conformed copy English translation

- **National Westminster Bank Plc**, a company incorporated under the laws of England and Wales with registration number 00929027, having its registered office at 250 Bishopsgate, London, England, EC2M 4AA;
- **Société Générale**, a company incorporated under the laws of France with registration number 552 120 222 RCS Paris, having its registered office at 29 Boulevard Haussmann, 75009 Paris, France;
- **BNP Paribas S.A.**, a company incorporated under the laws of France, having its registered office at 16, Boulevard des Italiens, 75009 Paris, France;
- **Export Development Canada**, a company incorporated under the laws of Canada, having its registered office at 150 Slater St. Ottawa, Ontario K1A 1K3, Canada;

EIB

- **European Investment Bank**, an international organisation incorporated under the laws of Luxembourg, having its office at 98-100, Boulevard Konrad Adenauer, L-2950 Luxembourg, Luxembourg; and

Security Agent

- **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**, a company incorporated under the laws of France with registration number 304 187 701 RCS Nanterre, having its registered office at 12, Place des Etats-Unis, CS 70052, 92547 Montrouge Cedex, France.

OTHERS

Any party which, under the terms of any Finance Documents, is or becomes a Secured Party, including, in each case, any successor, assignee, substituted entity or successor in title.

Conformed copy English translation

Schedule B

Rolling stock

An electric multiple high-speed unit class 374 Velaro e320s, manufactured in 2016, with half set numbers 4023 and 4024.